



**PRÉFET
DE L'AUBE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service de la coordination
interministérielle et de
l'appui territorial**

Arrêté n° PCICP2025219-0009

Arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires pour les installations de la société LACOSTE OPÉRATIONS implantées sur le territoire de la commune de SAINT-ANDRÉ-LES-VERGERS

Le préfet de l'Aube
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le code de l'environnement et notamment l'article L. 181-14 ;
- VU** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** le décret du 26 janvier 2023 nommant M. Mathieu ORSI secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;
- VU** le décret du 23 octobre 2024 nommant M. Pascal COURTADE préfet de l'Aube ;
- VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 87-677 du 24 février 1987 applicable aux installations de la société LACOSTE OPÉRATIONS situées sur le territoire de la commune de SAINT-ANDRÉ-LES-VERGERS ;
- VU** les arrêtés préfectoraux complémentaires n° 10-1386 du 26 mai 2010, n° PCICP2019070-0002 du 11 mars 2019, n° PCICP2024071-0009 du 11 mars 2024 et n° PCICP2024233-0003 du 20 août 2024 applicables à la société susmentionnée ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° PCICP2025127-0002 du 7 mai 2025 portant délégation de signature à M. Mathieu ORSI secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées établi le 27 mars 2025 à la suite de la visite d'inspection du 23 février 2025 ;
- VU** le courrier recommandé du 27 mars 2025 avec accusé de réception du 31 mars 2025 transmettant le projet d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires à la société LACOSTE OPÉRATIONS et laissant à l'exploitant un délai de 15 jours pour faire part de ses observations au préfet et à l'inspection des installations classées ;
- VU** l'absence d'observations présentées par l'exploitant sur ce projet d'arrêté ;
- CONSIDÉRANT** que des symptômes potentiellement associés à une intoxication à l'hydrogène sulfuré (H_2S) ont été signalés en 2024 à proximité des installations de l'exploitant ;
- CONSIDÉRANT** qu'il convient de mener une action de levée de doutes afin de suivre les émissions en H_2S du bassin de décarbonation du site, susceptibles d'émettre cette substance dans l'air, en particulier en période d'arrêt du site ;

CONSIDÉRANT que les résultats des analyses menées en 2024 par l'exploitant n'ont pas montré d'émissions supérieures à 5 ppm au niveau du bassin de décarbonation du site ;

CONSIDÉRANT que l'article L. 181-14 du code de l'environnement dispose :

« L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées » ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

ARRÊTE

Article 1 : Autorisation

Les dispositions complémentaires des articles suivants s'appliquent aux installations classées pour la protection de l'environnement situées sur le territoire de la commune de SAINT-ANDRÉ-LES-VERGERS et exploitées par la société LACOSTE OPÉRATIONS, désignée « exploitant » dans le présent arrêté.

Article 2 : Suivi des émissions atmosphériques

En complément de l'auto-surveillance prescrite à l'article 9.2.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 10-1386 du 26 mai 2010 :

L'exploitant met en place un suivi de l'hydrogène sulfuré (H₂S) présent dans l'air ambiant, au droit du bassin de neutralisation des effluents de ses installations. Les mesures réalisées dans le cadre de ce suivi sont réalisées à une fréquence minimale d'une mesure toutes les 3 heures.

Les mesures sont réalisées à minima sur un point, placé de manière à être représentatif de la qualité de l'air au droit du bassin de neutralisation.

Dans le cas où la concentration en H₂S atteint le seuil de 5 ppm, l'exploitant procède au relevé des données à minima quotidiennement durant les 15 jours suivant l'atteinte de ce seuil.

Dans le cas où la concentration en H₂S dépasse le seuil de 10 ppm, l'exploitant en avertit l'inspection des installations classées dans les plus brefs délais et met en place des actions correctives.

Cette prescription cesse de prendre effet si, pendant une année glissante complète, le suivi ne démontre aucun dépassement ponctuel du seuil de 5 ppm de H₂S dans l'air.

Article 3 : Abrogation

L'article 2.1 de l'arrêté préfectoral n° PCICP2024233-0003 du 20 août 2024 est abrogé.

Article 4 : Notification et publication

Le présent arrêté est notifié au directeur de la société LACOSTE OPÉRATIONS.

Il est publié sur le site internet des services de l'État dans l'Aube pendant une durée minimale de quatre mois.

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de SAINT-ANDRÉ-LES-VERGERS pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait du présent arrêté, est affiché par le maire de SAINT-ANDRÉ-LES-VERGERS, dans sa mairie, pendant une durée minimale d'un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera adressé par le maire à la préfecture de l'Aube – pôle de coordination interministérielle et de la concertation publique.

Article 5 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et le maire de SAINT-ANDRÉ-LES-VERGERS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Troyes, le 07 AOUT 2025

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,


Mathieu ORSI

Délais et voies de recours :

En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, par la voie postale (25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne cedex) ou par voie dématérialisée, par le biais de l'application télérecours (www.telerecours.fr) :

1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Obligation de notification des recours :

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux, conformément aux dispositions de l'article R. 181-51 du code de l'environnement.